

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/NGO/43
9 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Exposé écrit présenté par le Mouvement international
de la réconciliation, organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif de la catégorie II*

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[3 mars 1993]

* Le présent document est un résumé d'une publication préparée et distribuée par Freedom House, organisation de défense des droits de l'homme et de l'intérêt général basée à New York. Créée il y a plus de 50 ans pour faire face à l'offensive nazie en Europe, Freedom House a toujours été un avocat indéfectible de la cause des droits de l'homme et des libertés civiles. Son président actuel, l'ambassadeur Max M. Kampelman, a dirigé la délégation des Etats-Unis à la réunion de Paris et à la réunion de Madrid de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

UNE PRISONNIERE D'OPINION : MARIA ELENA CRUZ VARELA

1. Maria Elena Cruz Varela, poète cubain, militante des droits de l'homme et mère, est en prison depuis novembre 1991. Elle est membre d'honneur du PEN Club et Amnesty International l'a classée parmi les prisonniers d'opinion. Freedom House a publié plusieurs appels en sa faveur. Des écrivains, des artistes, des dirigeants de mouvements civiques et des parlementaires du monde entier ont demandé au président Fidel Castro sa libération.

2. Le 3 décembre 1991, le Washington Post a publié sous le titre "Banditisme à La Havane" un éditorial dénonçant le Gouvernement cubain pour sa conduite envers Maria Elena : "Il y a juste deux semaines, Maria Elena Cruz Varela, poète dissident et dirigeante d'un petit mouvement non violent pour les droits de l'homme basé à La Havane, 'Critère alternatif', a été attaquée chez elle par des sbires du gouvernement qui l'ont traînée depuis le quatrième étage de son immeuble, l'ont frappée et lui ont fourré dans la bouche des documents qu'elle avait écrits; puis elle a été condamnée à deux ans de prison. Dans le Cuba de Fidel Castro, toute activité politique qui n'entre pas dans le cadre du système du parti communiste unique est illégale : Maria Elena Cruz Varela a été condamnée pour avoir tenu des réunions 'illégales' et 'diffamé' les institutions de l'Etat... Telle est la situation du communisme à Cuba, l'un des rares bastions subsistant d'une doctrine abandonnée ces dernières années par la plupart des autres Etats adeptes. A La Havane, cette doctrine demeure parole d'évangile, et seul le recours aux méthodes totalitaires permet de la faire appliquer."

3. Ce même mois de décembre, peu après, le New York Times a publié un remarquable texte de Maria Elena Cruz Varela, datant, selon le journal, de la fin du mois de septembre. Lorsque ce texte est paru dans le New York Times, son auteur se trouvait déjà en prison. Dans cette lettre, Maria Elena s'exprime ainsi : "Quel malheur, Señor Fidel Castro, que vous ne sachiez pas où se trouvent vos opposants; quelle indignité à vouloir situer l'opposition si loin de Cuba. Non, Señor Castro, l'opposition cubaine ne vient pas des Etats-Unis, elle ne se trouve pas là-bas, quelles que soient les positions contestables de ce pays. Votre adversaire, c'est vous-même, ce sont vos propres contradictions. Votre adversaire, c'est l'échec économique, politique et social patent de 32 années d'expériences malheureuses."

4. "Nous sommes vos adversaires, nous, les 10 millions de Cubains qui regardons avec terreur autour de nous, en quête de quelque chose qui nous permette de croire que nous pourrions sauver nos vies et celles de nos familles, conserver notre dignité et donner à une nation civilisée de survivre... Mon devoir est de vous faire clairement comprendre, à vous ainsi qu'à l'opinion publique nationale et internationale, qu'il existe bien une opposition à Cuba. Si certains ne s'y associent pas, c'est pour trois raisons : la peur, la peur et la peur. Je ne suis pas seule; nous sommes nombreux, si nombreux que votre existence s'en trouve impérieusement contestée; nous sommes des opposants et nous ne nous trouvons pas précisément aux Etats-Unis. Nous sommes ici, à quelques pas de vous, et vous le savez."

5. "Les cirques et les banquets organisés pour distraire vos visiteurs important peu. Ce nouveau type irresponsable de tourisme politique dont vous faites la faveur à des personnalités de pays étrangers importe peu, le fait que ces personnalités repartent 'satisfaites' du triste spectacle que nous leur offrons importe peu. Derrière toute cette mascarade, il y a les gens, et nous faisons partie de ces gens : de ceux qui s'opposent, réprimés certes, mais aussi indéniables qu'une tache de naissance au milieu du front. A ceux qui survivront à la catastrophe imminente, je voudrais dire une chose : il est bon, il est salulaire de se rappeler que si l'histoire peut absoudre, elle peut aussi condamner."

6. Harriet Babbitt, une avocate de Phoenix (Arizona) qui avait rencontré Maria Elena Cruz Valera à Cuba quelques mois plus tôt, a rédigé un appel qui est paru dans le Los Angeles Times le 1er janvier 1992. Mme Babbitt a depuis été nommée par le président Bill Clinton, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Etats américains. Dans le Los Angeles Times, elle écrivait : "Il y a deux ans, l'Union des artistes et des écrivains de Cuba a décerné à Maria Elena Cruz le prix Julian del Casal de la poésie. Depuis, pour faire face au chaos économique et à la répression politique, Maria Elena Cruz a créé, avec plusieurs autres intellectuels, le groupe 'Critère alternatif'. Au mois de mai dernier, ce groupe a publié une déclaration demandant la tenue d'un véritable débat national, associant tous les citoyens cubains, sur les problèmes économiques et politiques du pays..."

7. "La réponse de Castro a été de contraindre Cruz à des actes répétés de reniement ... en la frappant et en tentant de lui faire avaler ses écrits - ces gens-là ne connaissent pas les métaphores subtiles. Le 27 novembre (1991), elle a été jugée et condamnée à deux ans de prison pour avoir tenu des réunions illégales et diffamé les institutions de l'Etat... Castro connaît le pouvoir du verbe. Se trouvant, à 64 ans, à la tête d'un régime politique en passe de s'effondrer, il commence à comprendre la menace que représente une jeune femme intelligente pouvant devenir un symbole pour tous les Cubains dont il refuse de reconnaître la légitimité des idées et des aspirations... Maria Elena Cruz Varela n'est au service de personne. Que ce poète talentueux, cette Cubaine patriote se trouve en prison pour, selon les mots de Castro lui-même, avoir exercé son droit à la liberté d'opinion, constitue un affront pour toute personne appartenant à la société des nations libres. C'est aussi la preuve ultime de la duperie politique et morale de Fidel Castro."

8. Il incombe à la communauté internationale de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les prisonniers d'opinion comme Maria Elena Cruz Varela à Cuba et ailleurs, parce que sans le courage que ceux-ci montrent en s'élevant contre l'injustice et en recherchant des changements pacifiques, les seules issues qui restent dans beaucoup de situations critiques dans le monde sont l'intervention étrangère ou le bain de sang.
